



## CHAPITRE 62

### Loi modifiant la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec

[Sanctionnée le 22 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### Article premier

L'article 5 de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 23) est remplacé par le suivant: 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 5, remp.

«**5.** La Caisse est administrée par un conseil d'administration formé du directeur général de la Caisse, du président de la Régie des rentes du Québec et de sept autres membres nommés pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe, selon le cas, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun d'eux. Conseil d'administration.»

De ces sept membres, deux seront choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou les administrateurs d'un organisme du gouvernement, un autre sera choisi parmi les représentants des associations de salariés et un autre parmi les administrateurs de coopératives. Nominations.

Un organisme du gouvernement mentionné au deuxième alinéa est un organisme dont le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre nomme la majorité des membres ou dont le capital-actions provient, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu. Organisme du gouvernement.»

#### Art. 2

L'article 6 de ladite loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 27 des lois de 1969, est modifié par l'addition, dans la huitième ligne, après le mot «Québec», des mots «ou un fonctionnaire du ministère des affaires municipales,». 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 6, mod.

## Art. 3

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 12, mod. L'article 12 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Conflit d'intérêt. « **12.** Aucun membre du conseil d'administration ne doit avoir un intérêt dans un commerce de valeurs mobilières. »

## Art. 4

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 15, remp.; aa. 15a, 15b, aj. Nominations. L'article 15 de ladite loi est remplacé par les suivants:

« **15.** Les dirigeants et autres employés de la Caisse sont nommés de la manière prévue à ses règlements et selon les effectifs qui y sont établis.

Rémunération, etc. Les normes et barèmes de rémunération ainsi que les autres conditions de travail des dirigeants et autres employés de la Caisse sont établis par résolution du conseil d'administration et soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Destitution, etc., des dirigeants et employés. « **15a.** Les dirigeants et autres employés de la Caisse qui ont été nommés fonctionnaires à titre permanent en vertu de la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14) avant le 22 décembre 1977 ne peuvent être destitués ou révoqués qu'en vertu de l'article 61 de ladite loi. Ils conservent le droit d'être mis en disponibilité ou d'être transférés, dans la fonction publique, à un poste exigeant la même classification que celle dont ils bénéficiaient à cette date.

Dispositions applicables. « **15b.** S'appliquent aux dirigeants et autres employés de la Caisse:

*a)* le Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14) s'ils ont été nommés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973, à l'exception de ceux qui ont opté pour le régime mentionné au paragraphe *b*, ou s'ils ont été nommés après cette date, et que le Régime de retraite des fonctionnaires leur était applicable au moment de leur nomination;

*b)* le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12) pour ceux qui ne sont pas mentionnés au paragraphe *a*. »

## Art. 5

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 16, mod. L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « fonctionnaires » par le mot « dirigeants ».

## Art. 6

L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 27 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, et remplacé par l'article 6 du chapitre 50 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant: a. 19, remp.

«**19.** Les sommes reçues par la Caisse lui sont confiées sous forme de dépôts à vue, de dépôts à terme ou de dépôts à participation, au gré du déposant. Sommes reçues par la Caisse.

Les dépôts à vue et les dépôts à terme constituent une créance des déposants à l'égard de la Caisse et portent intérêt. Dépôts à vue et à terme.

La Caisse peut recevoir des dépôts à participation dans son fonds général, dans des fonds particuliers et dans des fonds spécialisés. Les dépôts à participation ne portent pas intérêt; ils constituent une participation de leurs détenteurs dans l'avoir net et dans les revenus nets du fonds dans lequel ils sont effectués et leurs détenteurs s'en partagent les revenus nets. Dépôts à participation.

Le fonds général et les fonds spécialisés sont des caisses communes; les fonds particuliers n'ont chacun qu'un déposant. Répartition des fonds.

Le fonds général et les fonds particuliers sont constitués de différentes catégories de placements. Chaque fonds spécialisé est constitué de placements d'une même catégorie.» Constitution des fonds.

## Art. 7

L'article 20 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 27 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant: a. 20, remp.

«**20.** La Caisse établit, par règlement: Règlement.

a) les conditions et les modalités de chaque catégorie de dépôts;

b) le mode de calcul du taux des intérêts payables sur les dépôts à vue ou à terme;

c) le mode de calcul des réserves à constituer dans chaque fonds dont le revenu net annuel, après déduction de telles réserves, doit être intégralement versé aux déposants.»

## Art. 8

L'article 34 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot «fonctionnaires» par le mot «dirigeants». 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 34, mod.

## Art. 9

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 36, mod. L'article 36 de ladite loi, modifié par l'article 86 du chapitre 9 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, du mot «fonctionnaires» par le mot «dirigeants».

## Art. 10

Id., a. 37, mod. L'article 37 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot «fonctionnaire» par le mot «dirigeant».

## Art. 11

Id., a. 38, mod. L'article 38 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot «fonctionnaire» par le mot «dirigeant».

## Art. 12

Id., a. 41, mod. L'article 41 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 27 et par l'article 8 du chapitre 50 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) le taux d'intérêt annuel moyen versé sur les dépôts à vue et à terme, ainsi que le rendement annuel moyen des dépôts à participation.»

## Art. 13

Entrée en vigueur. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception des articles 4, 5, 8, 9, 10 et 11 qui entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.



## CHAPTER 62

### An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund

[Assented to 22 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée  
nationale du Québec, enacts as follows:

**1.** Section 5 of the Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, 1st session, chapter 23) is replaced by the following: 1965 (1st sess.), c. 23, s. 5, replaced.

**5.** The Fund shall be administered by a board of directors consisting of the General Manager of the Fund, the president of the Régie des rentes du Québec and seven other members appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix, as the case may be, the salary, additional salary, fees or allowances of each of them. Board of directors.

Of such seven members, two shall be chosen from among the officers of the government or the directors of a government agency, another shall be chosen from among the representatives of associations of employees and another shall be chosen from among the directors of cooperative associations. Appoint-ments.

A government agency mentioned in the second paragraph is one to which the majority of its members are appointed by the Lieutenant-Governor in Council or a minister, or at least one-half of whose capital stock is derived from the consolidated revenue fund. Government agency.

**2.** Section 6 of the said act, replaced by section 1 of chapter 27 of the statutes of 1969, is amended by adding after the word "Commission" in the eighth line the words "or an officer of the Ministère des affaires municipales,". 1965 (1st sess.), c. 23, s. 6, am.

**3.** Section 12 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: Id., s. 12, am.

Conflict of interests. “**12.** No member of the board of directors shall have an interest in a securities business.”

1965 (1st sess.), c. 23, s. 15, replaced; ss. 15a, 15b, added. **4.** Section 15 of the said act is replaced by the following sections:

Appointments. “**15.** The officers and other employees of the Fund shall be appointed in the manner provided in its regulations and in accordance with the staff requirements established thereunder.

Remuneration, etc. Remuneration standards and scales, as well as other conditions of employment of the officers and other employees of the Fund shall be established by resolution of the board of directors and submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

Dismissal, etc., of officers and employees. “**15a.** The officers and other employees of the Fund who have been appointed on a permanent basis under the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) before 22 December 1977 shall not be dismissed or removed except under section 61 of the said act. They retain their right to be kept available or to be transferred to a position in the civil service requiring the same classification as they held on that date.

Provisions applicable. “**15b.** The following apply to the officers and other employees of the Fund:

(a) the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14) for those appointed before 1 July 1973, except those having elected for the plan mentioned in paragraph *b*, and for those appointed after that date if it applied to them on their appointment;

(b) the Government and Public Employees Retirement Plan (1973, chapter 12) for those not mentioned in paragraph *a*.”

1965 (1st sess.), c. 23, s. 16, am. **5.** Section 16 of the said act is amended by replacing, in the third line of the French version, the word “fonctionnaires” by the word “dirigeants”.

Id., s. 19, replaced. **6.** Section 19 of the said act, amended by section 4 of chapter 27 and replaced by section 6 of chapter 50 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

Moneys received by the Fund. “**19.** The moneys received by the Fund shall be entrusted to it in the form of demand deposits, of term deposits or of participation deposits, as the depositor sees fit.

Demand deposits and term deposits. The demand deposits and the term deposits constitute an indebtedness of the Fund to the depositors, and bear interest.

The Fund may receive participation deposits in its general fund, in individual funds and in segregated funds. The participation deposits do not bear interest; they constitute a participation of their holders in the net equity and in the net revenues of the fund in which they are made and their holders share the net revenues thereof.

The general fund and the segregated funds are common funds; the individual funds have only one depositor each.

The general fund and the individual funds consist of different categories of investments. Each segregated fund consists of investments of only one category."

**7.** Section 20 of the said act, replaced by section 4 of chapter 27 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

**"20.** The Fund shall establish by regulation

(a) the terms and conditions governing each category of deposits;

(b) the method of computing the rate of interest payable on demand deposits or term deposits;

(c) the method of calculating the reserves to be constituted in each fund whose net annual revenue, after deduction of such reserves, must be wholly paid out to the depositors."

**8.** Section 34 of the said act is amended by replacing, in the third line of the French version, the word "fonctionnaires" by the word "dirigeants".

**9.** Section 36 of the said act, amended by section 86 of chapter 9 of the statutes of 1968, is again amended by replacing, in the third and fourth lines of the first paragraph of the French version, the word "fonctionnaires" by the word "dirigeants".

**10.** Section 37 of the said act is amended by replacing, in the first line of the first paragraph of the French version, the word "fonctionnaire" by the word "dirigeant".

**11.** Section 38 of the said act is amended by replacing, in the first line of the second paragraph of the French version, the word "fonctionnaire" by the word "dirigeant".

**12.** Section 41 of the said act, amended by section 13 of chapter 27 and section 8 of chapter 50 of the statutes of 1969, is again amended by replacing paragraph *e* by the following:

“(e) the average annual interest rate paid on demand deposits and term deposits, and the annual average yield of participation deposits.”

Coming  
into force.

**13.** This act shall come into force on the day of its sanction, except sections 4, 5, 8, 9, 10 and 11, which shall come into force on the date fixed by proclamation of the Government.